



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES POUR LE MEXIQUE, L'AMÉRIQUE CENTRALE ET LES CARAÏBES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE MEXICO

SE DE GUATEMALA, DE PANAMA, DE SAINT-DOMINGUE ET DE LA HAVANE

N° 18 – 30 juin 2021

En bref

Le gouvernement mexicain n'a soutenu que 7 PME sur 100 durant la pandémie de COVID-19, selon un rapport de l'OCDE. Cela contraste avec le taux moyen des pays de l'OCDE qui auraient fourni une aide publique à 34 entreprises sur 100 durant la pandémie. Le pays compte une importante population de microentreprises : le secteur des MPME contribue notamment à 71% de l'emploi et à 37 % de la valeur ajoutée. Aussi, de mai 2019 à septembre 2020, plus d'1 M de MPME ont fermé définitivement leurs activités, soit 20,8 %.

LE CHIFFRE À RETENIR

+6,02%

L'inflation mexicaine sur la première moitié du mois de juin 2021.

Zoom sur les actions de corruption et d'obstruction aux processus démocratiques en Amérique centrale

Suite aux propositions faites par la députée Norma Torres, le département d'Etat américain a publié une liste de 55 personnalités du Triangle Nord impliquées dans des actions de corruption ou d'obstruction aux processus démocratiques. Le secrétaire d'Etat Antony Blinken a souligné l'importance de cette nouvelle étape dans la lutte contre la corruption et précise que des restrictions de visas seront établies. En détails, 20 personnes guatémaltèques (10 anciens responsables politiques, 7 responsables actuellement en fonction et 3 du secteur privé) sont visées dont l'ancien président Alvaro Colom, le Magistrat de la Cour constitutionnelle Néster Vasquez ou encore deux ex-candidats aux élections présidentielles. A El Salvador, 14 personnes sont visées (6 anciens responsables politiques, 6 responsables actuellement en fonction et 2 du secteur privé) dont le ministre du travail Rolando Castro, le secrétaire juridique de la présidence Conan Castro ou encore la Commissaire

présidentielle du Cabinet gouvernemental Carolina Recinos. Enfin au Honduras, 21 personnalités sont accusées de corruption (6 anciens responsables politiques et 15 responsables actuellement en fonction) dont l'ancien Président Profirio Lobo Sosa et sa femme Rosa Elena Bonilla de Lobo, l'ancien directeur de la plateforme d'appels d'offres nationale Invest-H et 14 membres du congrès.

Mexique

1 COVID-19

A la fin de la journée du 30 juin, le Mexique enregistrait 233 047 décès en raison de l'épidémie de COVID-19, soit +0,52% en une semaine. 2 519 269 cas confirmés ont été enregistrés (+1,3% en une semaine). Au 29 juin 2021, 23,97% de la population mexicaine a été vaccinée.

2 FINANCES PUBLIQUES

Le ministère des finances et du crédit public (SHCP) estime les pertes de la collecte fiscale à 1 030 Mds MXN (43 Mds EUR) pour 2021. Cela représenterait 4,08% du PIB, contre 3,69% l'année précédente. Sur le total des pertes estimées pour cette année, environ 30 % correspondraient à des taux réduits de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), tandis que 23 % seraient dus à des mesures de relance budgétaire. Les exonérations de l'impôt sur le revenu (ISR) des particuliers représenteraient également 23 % du total des pertes estimées en 2021.

Au cours des cinq premiers mois de 2021, les recettes publiques ont augmenté de 6,7% de plus que pour la même période de l'année précédente. Il s'agit par ailleurs d'une augmentation de 82 Mds MXN (3 Mds EUR) par

rapport à ce qui était programmé dans la loi sur les recettes de la fédération. Ce résultat est dû principalement au bon dynamisme des revenus pétroliers qui ont connu une augmentation annuelle de 86,6 %, accumulant 363,6 Mds MXN (15 Mds EUR) à fin mai, grâce à la hausse des prix internationaux du pétrole brut. Dans le même temps, sur les cinq premiers mois de l'année, les recettes non pétrolières ont diminué de 0,6% g.a.

Aussi, pour le seul mois de mai les recettes publiques ont augmenté de 31,8%, soit leur plus forte croissance en 4 ans, en raison de l'amélioration de l'activité économique, du rebond des recettes pétrolières et de la meilleure performance des impôts. Les revenus pétroliers ont augmenté de 207% g.a. en mai. Les recettes fiscales sont en hausse de 18,5 % g.a. en mai, et parmi elles, la collecte de la TVA a progressé de 38,9%, signe d'une amélioration de l'activité économique, tandis que l'augmentation de l'ISR a été de 12%. Les dépenses publiques ont quant à elles totalisé 2580 Mds MXN (107 Mds EUR) en mai, soit 4% de plus qu'en 2020, en raison de mesures pour accélérer la reprise de l'économie (grands travaux notamment). La dette publique est ainsi passée de 52,1% du PIB fin 2020 à 47,7% en mai, tandis que le déficit public a été réduit de 27,4% g.a.

3 ECONOMIE

L'activité économique a enregistré une légère baisse de 0,16% g.m. au cours du mois d'avril

2021. Par grands groupes d'activités, la plus forte baisse a été enregistrée dans le secteur primaire avec un recul de 2,9% g.m.. Pour sa part, le secteur secondaire a enregistré une baisse d'activités de 0,2% g.m. au cours du quatrième mois de l'année, sa première baisse après dix mois consécutifs de hausse. La plus forte augmentation a été enregistrée dans le secteur tertiaire avec une hausse mensuel de 0,3% g.m., soit le deuxième mois consécutif de hausse. Sur une base annuelle, l'IGAE a toutefois enregistré une augmentation de 21,4% g.a.. Cette forte croissance est due à un effet de base de comparaison faible, puisqu'en avril 2020, la fermeture des activités non essentielles s'était accélérée en raison de la pandémie.

Les exportations du Mexique ont rebondi de 125% g.a. en mai. L'INEGI explique que cela est dû à la faible comparaison en raison de la pandémie de COVID-19. Aussi, la valeur des exportations de marchandises mexicaines était de 40,9 Mds USD en mai 2021. Les exportations de pétrole ont atteint 2,3 Mds USD, soit une progression de 137,9% g.a., mais un ralentissement par rapport au mois précédent où elles avaient augmenté de 139% g.a.. Les exportations de produits manufacturés ont totalisé 36,3 Mds USD, soit une augmentation de 136,3% g.a.. D'autre part, les importations de marchandises ont atteint 40,5 Mds USD, ce qui représente une augmentation de 87,5% g.a..

Le taux de chômage s'est établi à 4,1% g.a. en mai 2021, son niveau le plus bas depuis le début de la crise du COVID-19. En effet, en mars 2020 il était de 3,3%. Par rapport au mois précédent le taux de chômage a enregistré une baisse de 0,4 point de pourcentage. La population occupée atteint ainsi 54,9 M. Par secteur économique, la population occupée dans l'agriculture, l'élevage, la chasse et la pêche a diminué de 1 509 personnes. Alors que dans les secteurs secondaire et tertiaire, il y a eu une

augmentation de 16 976 et 21 368 personnes, respectivement.

86% des entreprises formelles qui avaient fermé durant la pandémie ont rouvert leurs portes au cours des 12 derniers mois, grâce à la relance économique du pays. Le nombre d'employeurs enregistrés auprès de l'IMSS a ainsi augmenté de 8 607 entre juin 2020 et mai 2021, principalement dans les secteurs de la construction et du commerce. Par taille d'entreprise, la reprise se situe principalement dans les entreprises de 1 à 5 travailleurs, suivies des entreprises de 6 à 50 employés, celles-ci ayant été les plus touchées pendant la pandémie, elles réactivent à présent leurs activités.

Les vacances d'été devraient générer des recettes de l'ordre de 56 Mds MXN (2,3 Mds EUR) pour l'industrie du tourisme, soit 50% de plus que ce qui avait été obtenu en 2019. Notamment, l'occupation moyenne des hôtels au niveau national pour la période estivale est estimée à 61%. Alors que dans les stations balnéaires, le taux d'occupation devrait être supérieur à 70 %, dans les villages « magiques » (label du gouvernement pour des villages touristiques) la moyenne est de 35 à 40 %. Pour rappel, les chiffres de l'industrie du tourisme en 2019 l'ont placé comme générant 8,9% du PIB national avec environ 290 Mds MXN (12 Mds EUR) de retombées économiques, dont 22% correspondent aux entrées de devises des touristes internationaux et 78% au tourisme domestique. Les chiffres de 2020 ont montré une baisse de 63 à 65% par rapport à 2019 et il est prévu que cette année il y ait une récupération de 55% par rapport à 2019.

L'inflation atteint 6,02% g.a. au cours de la première moitié du mois de juin, tiré par les prix des services en raison de la réouverture progressive de l'économie, selon l'INEGI. Il s'agit

son niveau le plus élevé depuis avril. Les produits dont le prix a le plus augmenté sont la tomate, l'orange, le transport aérien et les services touristiques forfaitaires. Le prix des services a connu une inflation de 3,11% g.a., tandis que la hausse des prix des marchandises a été de 5,90% g.a.. Les prix agricoles ont quant à eux crû de 7,62% g.a..

Banxico augmente son taux d'intérêt directeur de 25 points de base à la surprise générale. Le taux de référence s'établit donc désormais à 4,25%. Cette hausse se justifie par des prévisions d'inflation qui ont encore augmenté. Notamment, la pire sécheresse observée depuis des décennies, selon la NASA, a conduit à un choc d'offre et affecté l'inflation. La banque centrale ayant pour mandat la stabilité des prix et une fourchette cible d'inflation de 3% (+/- 1%), elle a renforcé sa position de politique monétaire pour éviter d'affecter les anticipations d'inflation : elle a notamment indiqué dans un communiqué qu'elle prendra toutes les mesures nécessaires pour que le taux directeur soit compatible avec la convergence de l'inflation vers la fourchette cible. Les analystes s'attendent ainsi à ce que le taux de Banxico passe à 5,25% d'ici la fin de cette année, soit 100 points au-dessus de son niveau actuel.

Le prix du pétrole brut mexicain (*mezcla mexicana*) dépasse les 70 USD/baril, son niveau le plus haut depuis septembre 2018. Le cours du brut mexicain suit les prix internationaux du pétrole en forte hausse dernièrement. Notamment, la dépréciation de l'USD est à l'origine de l'appréciation des prix de l'énergie. En outre, les signes de la reprise économique au niveau mondial stimulent la demande de pétrole.

4 RELATIONS AVEC LES ETATS-UNIS

Un an après son entrée en vigueur, l'Accord Canada-Etats-Unis-Mexique se heurte à des frictions. Le Mexique est devenu le principal partenaire commercial des Etats-Unis, et le commerce agricole s'est encore intensifié. Cependant, depuis un an le Mexique s'est vu accusé de ne pas respecter l'accord dans des domaines tels que l'interdiction du Glyphosate et des OGM, la politique énergétique, ou le non-respect des normes environnementales ou sociales.

Le gouvernement mexicain a annoncé aux États-Unis qu'il était prêt à travailler avec l'administration du président J. Biden pour élaborer un plan visant à remédier au déni des droits des travailleurs dans l'usine de camions de General Motors à Silao, Guanajuato. Les deux pays ont maintenant 10 jours pour se consulter et trouver un accord. Si aucun accord n'est conclu, les États-Unis peuvent demander la création d'un panel pour déterminer s'il y a eu un déni des droits de négociation collective. Si le panel détermine qu'il y a en effet eu déni de ces droits, les États-Unis pourraient imposer des mesures correctives, telles que la révocation du statut de libre-échange pour les camions, ce qui signifierait que les véhicules seraient soumis à des droits de douane de 25 %.

Le Mexique et la Californie signent un accord pour promouvoir les infrastructures transfrontalières afin d'accroître les capacités commerciales dans la région. Le projet « Otay II-Otay Mesa East » est l'un des projets les plus importants le long de la frontière. Il consiste en la construction d'un nouveau poste frontière à usage mixte dans la région de Tijuana-San Diego. Celui-ci disposera d'innovations technologiques et de connexions aux réseaux routiers des deux pays, ce qui permettra de diffuser des informations préalables sur les temps d'attente à la frontière. Le projet représentera un investissement de 2,8 M MXN (116 M EUR) pour la construction de la route.

5 ENTREPRISES ET GRANDS CONTRATS

La société pharmaceutique allemande Bayer a contesté la réforme qui permet au Mexique d'acheter des médicaments à l'étranger par le biais d'appels d'offres du Bureau des Nations unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS). La réforme justifiée par la nécessité de résoudre la pénurie de médicaments et de combattre la corruption sur les marchés publics, suscite notamment la controverse. Bayer, comme d'autres entreprises, a demandé au pouvoir judiciaire de déclarer la réforme anticonstitutionnelle parce qu'elle porte atteinte à la compétitivité et affecte les consommateurs. Cependant, le tribunal qui a admis le procès a refusé d'accorder une suspension provisoire en faisant prévaloir l'intérêt social. Le gouvernement a notamment payé 43 Mds MXN (environ 2,15 Mds USD) à l'UNOPS pour acheter 730 médicaments essentiels dans le cadre d'une procédure d'appel d'offres à laquelle 171 entreprises ont participé et dont 144 ont été retenues.

Seul 7% des entreprises de sous-traitance ont entamé leur inscription pour fournir des services ou des travaux spécialisés, un mois après la mise en place du registre créé par la réforme de la loi sur la sous-traitance. Sur 9 000 entreprises, seuls 3 000 sous-traitants environ ont achevé le processus d'enregistrement. Deux difficultés principales ont été constatées : d'une part, le fait de ne pas avoir la signature en ligne des services de l'administration fiscale (SAT); d'autre part, des erreurs dans l'objet social rapporté pour déterminer le service ou le travail spécialisé à fournir.

La Cour suprême de justice de la nation a rejeté le recours d'inconstitutionnalité contre la réforme de la loi sur les hydrocarbures, en raison de l'absence de signatures autographes sur les documents présentés. Le ministre a indiqué que les sénateurs de l'opposition avaient eu

l'occasion de présenter le document contenant les signatures autographes nécessaires.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau 30/06/2021
Bourse (IPC)	+0,24%	+33,96%	50 289,75
Taux de change USD/MXN	-2,45%	-11,85%	19,94
Taux de change EUR/ MXN	-1,66%	-7,24%	23,64
Prix du baril mexicain	+0,04%	+102,16%	68,89

Amérique centrale

1. Région

Cinq ans après la mise en œuvre des premières mesures d'union douanière entre le Guatemala et le Honduras, le commerce bilatéral a crû de 5,14% par an en moyenne, atteignant 1,5 Md USD en 2020. Cette première étape dans le processus d'intégration régionale a permis la suppression de droits de douane pour de nombreux produits, la simplification des démarches administratives et la facilitation des passages aux frontières. L'agence pour l'exportation guatémaltèque (AgExport) note cependant un retard dans les infrastructures à la frontière pour soutenir l'augmentation des flux et lutter contre la contrebande. Les secteurs du textile, de l'industrie chimique et des produits agroalimentaires ont le plus fortement bénéficié de ces mesures de libre-échange.

2. Costa Rica

Le scandale de corruption 'Caso Cochinilla' agite le débat public costaricien et invite à restructurer le Conseil National de la Voierie (Conavi). Depuis quelques semaines, le Conavi, structure publique dépendant du Ministère des Travaux Publics et des Transports costaricien (MOPT), est au cœur d'un énorme scandale de corruption, dans lequel sont impliquées plusieurs entreprises de BTP (dont les constructeurs MECO et H Solis). Le Conavi est accusé d'avoir reçu des pots de vin de la part d'entreprises de BTP en échange de l'attribution de contrats de travaux publics. Tant la classe politique costaricienne que le secteur bancaire sont impactés par le démantèlement de ce « réseau de crime organisé ». Plusieurs ministres et hauts fonctionnaires sont actuellement auditionnés par une Commission législative chargée d'investiguer et de recueillir des documents justificatifs auprès des différentes institutions publiques. Concernant le Conavi et le MOPT, la Commission législative mènera un contrôle sur pièce et sur place afin d'enquêter sur les processus internes utilisés par ces institutions publiques, relatifs à la construction d'infrastructure routière depuis 2014. De son côté, la Superintendance des entités financières (Sugef) s'inquiète des répercussions financières de ce scandale sur le secteur bancaire costaricien. En effet MECO et H Solis, entreprises de BTP concernées par l'affaire de corruption ont toutes deux contracté des prêts auprès de plusieurs banques costariciennes (dont Banco Nacional et Banco de Costa Rica), pour une dette de plus de 72 M de colons. L'une des missions de la Sugef sera donc de surveiller les effets du scandale sur les institutions financières.

3. El Salvador

L'agence de notation Fitch avertit sur les risques réglementaires, financiers et opérationnels qu'engendrera l'utilisation du Bitcoin comme monnaie légale. Sur le plan réglementaire, le risque de blanchiment d'argent et de

financement du terrorisme induit par le principe de *Blockchain* obligera les banques salvadoriennes à de nombreux contrôles pour rester dans les normes établies par le Groupe d'action financière (GAFI) et les accords de Bâle. Sur le plan financier, la forte volatilité de la monnaie ne lui permettra pas d'être une réserve de valeur, impactant le bilan des banques et leur capacité de financement. Enfin sur le plan opérationnel, la courte période de 90 jours avant l'entrée en vigueur de l'utilisation du Bitcoin engendre un risque de gestion des ressources financières. El Salvador n'est par ailleurs toujours pas en conformité avec les normes IFRS et les critères de Bâle II et III.

Un rapport du département d'Etat américain sur la transparence fiscale met en avant le décalage entre les dépenses et recettes réelles du gouvernement salvadorien en 2020 par rapport au budget approuvé. Le rapport souligne par ailleurs l'opacité sur les dépenses réellement effectuées pour lutter contre la crise sanitaire. Le rapport recommande à El Salvador une meilleure correspondance entre le budget et les dépenses réelles, une publication des audits exécutés et de renforcer l'autorité des entités d'audit.

4. Guatemala

La visite du Ministre des Affaires étrangères Pedro Brolo en Russie s'est conclue sans avancée concrète quant à la livraison des vaccins Sputnik acquis par le Guatemala. L'accord, d'un montant de 160 MUSD pour 16 millions de doses de vaccin, a été réglé pour moitié par le Guatemala mais seules 0,93% des doses ont été livrées. Le Guatemala a demandé le remboursement de l'avance et l'envoi de la seconde dose des vaccins déjà reçus. Ce retard dans l'exécution du contrat cumulé à l'absence de contrats avec d'autres compagnies pharmaceutiques place le Guatemala parmi les derniers pays du continent américain dans le processus de vaccination (4,3%

de la population ayant reçu au moins une dose et 0,88% ayant reçu les deux doses). Certains économistes anticipent une baisse de 0,5 point de pourcentage sur l'estimation du FMI de croissance de 4,5% du PIB 2021 si le rythme de vaccination n'accélère pas.

A fin avril, 1,39 M de personnes étaient affiliées à la sécurité sociale (IGSS), en hausse de +9,6% g.a. et un chiffre équivalent au nombre d'affiliés enregistrés à fin 2019 (-0,18%). Ce retour aux chiffres pré pandémie est principalement dû à la récupération d'emplois qui étaient passés dans le secteur informel en 2020 et devra se confirmer via la création nette de nouveaux emplois formels dans les prochains mois. Le secteur de l'industrie et le secteur public ont été les principaux créateurs d'emplois formels, le secteur public comptant désormais pour 24% des emplois formels.

5. Honduras

L'association patronale COHEP a publié les premiers chiffres du PIB pour le premier trimestre 2021, en hausse de 6,2% g.a. Les secteurs de l'électricité, gaz et eau (+18% g.a), du tourisme (+9,6%), de l'immobilier (+7,5%) et de l'industrie manufacturière (+6,9%) ont porté ce fort rebond. En termes absolus, l'économie du pays a récupéré 113 MUSD (2,7 Mds HNL) par rapport au dernier trimestre 2020. Le PIB avait connu une baisse de 9% en 2020 et 10,2% des entreprises du pays ont fermé depuis le début de la pandémie.

6. Nicaragua

Les exportations d'or ont atteint à fin mai 344 MUSD, en hausse de 51% g.a. en valeur et 40% en volume selon la Chambre des mines du Nicaragua. Le secteur minier représente dès lors 75% des exportations. Cette forte croissance des exportations est due à l'augmentation du cours

de cette valeur refuge de 19% en 2020 et de plusieurs investissements étrangers qui ont permis une plus forte production. Le secteur emploie 4.900 personnes et engendre 9.000 emplois indirects. La Chambre des mines prévoit des exportations atteignant 825 MUSD à la fin de l'année, soit une hausse de 24% g.a.

7. Panama

Le renouvellement du contrat de concession portuaire à l'entreprise Panama Ports Company (PPC) provoque indignations et doutes dans le débat public panaméen. Alors que l'Autorité Maritime de Panama (AMP) a renouvelé pour 25 ans la concession portuaire des ports de Balboa et Cristobal, deuxième affaire la plus importante pour le pays après le Canal de Panama, des interrogations quant à la transparence agitent le débat public. En effet, aucun communiqué officiel sur le résultat de la négociation avec PPC - pour laquelle l'Etat panaméen détient 10% des actions - et aucune résolution certifiant le vote de l'AMP en faveur de PPC n'ont été publiés. La nécessité d'obtenir une meilleure transparence dans la formation et approbation des contrats de concession est réclamée par plusieurs organisations - professionnelles (dont la CCIAP), politiques et associatives. La suspicion de conflit d'intérêt est notamment pointée du doigt par plusieurs acteurs et concernerait en premier lieu le Ministre conseiller Rojas Pardini, qui est à la fois membre du Directoire de l'AMP et représentant de l'Etat au sein du conseil d'administration de PPC. Selon le Président de Transparency International au Panama, le pays est victime de son manque de réglementation sur la protection des actionnaires minoritaires.

Le Superintendant du marché boursier de Panama (SMV) expose les stratégies et actions en cours afin de prévenir le blanchiment de capitaux. Selon Julio Javier Justiniani, il existe au sein de la SMV, un programme qui permettrait au Panama de sortir, selon ses termes, « des listes discriminatoires ». Le régulateur du marché boursier a déjà réussi à réaliser pas moins de 10

actions du plan GAFI comme par exemple la mise en place d'un programme d'inspection annuel qui repose sur les résultats de la méthodologie basée sur les risques ou encore la formation continue du personnel à la prévention et enquête sur le blanchiment d'argent, au financement du terrorisme et au financement de la prolifération d'armes de destruction massive. Par ailleurs, dans la stratégie de régulation de l'entité, en novembre 2020, la SMV a modifié et actualisé sa réglementation en termes de prévention de blanchiment de capitaux, en déterminant des conditions et exigences d'affiliation aux régimes de retraites, ainsi que des due diligence pour les administrateurs des fonds de pension. Au cours de l'année 2020, la SMV reporte 9 avis d'alerte émis aux investisseurs, avis qui ont pour principal objectif de sensibiliser, et punir si nécessaire, les entités qui, sans licence ni autorisation, pourraient se livrer à des activités à risque, loin du périmètre régulé. Par ailleurs, la SMV, en tant que signataire de l'OICV (Organisation Internationale des Commissions de Valeurs), peut solliciter l'information auprès d'autres régulateurs d'autres pays dans le but de remplir sa fonction de régulation et de sanction. A l'inverse, la SMV reçoit de la part de ses homologues internationaux des demandes d'assistance afin d'identifier les activités éloignées du cadre légal et tracer les opérations pour lesquelles une sanction est requise. Des demandes de la part des Etats-Unis, du Canada et de la Chine, prouvent que la SMV dispose de mécanismes nécessaires pour coopérer avec les autres juridictions.

L'infrastructure portuaire de Panama est vieillissante. Alors même que le Canal s'est agrandi depuis 2016, Antonio Dominguez, Directeur Général de la compagnie maritime Maersk Panama déclare que l'expansion des infrastructures portuaires des pays voisins a été beaucoup plus rapide que celle du Panama. L'agrandissement du Canal était pourtant une opportunité de construire et d'aménager de nouvelles infrastructures portuaires, afin de renforcer le hub logistique panaméen et d'augmenter la capacité de transbordement de

fret vers les pays voisins. A titre de comparaison, plusieurs pays de la région ont entrepris des investissements afin d'agrandir les terminaux portuaires conformément au tirant d'eau requis par les néopanamax. Le Costa Rica a par exemple investi près d'1 Mds USD dans l'aménagement du port de Moín, opérationnel depuis 2019. Jorge Quijano, ancien administrateur du Canal rappelle que pour concurrencer les ports de la région, l'objectif pour les ports panaméens est d'offrir sécurité et productivité. L'idée selon lui n'est donc pas de construire de nouveaux ports pour desservir plus de navires mais bien de rendre les ports existants davantage compétitifs. L'enjeu pour l'infrastructure maritime panaméenne est de capter les navires qui transitent par le canal, et pour cela, une réflexion sur de nouvelles stratégies tarifaires en fonction du volume de fret, semble nécessaire.

Le Canal de Panama annule l'appel d'offre relatif au programme de gestion des ressources hydriques du Canal. Alors que le projet de gestion de la ressource en eau d'un montant de 2 Mds USD devait être opérationnel en 2025 et devait permettre de répondre aux besoins en eau de la population et des opérations du Canal, l'Autorité du Canal (ACP) a fait le choix d'une reformulation de l'appel d'offre. Plus de 90 entreprises s'étaient positionnées sur le projet hydrique, et 30 projets différents ont été proposés au Canal. Dans un communiqué de presse, Ricaurte Vasquez, l'administrateur du Canal, déclare que le processus de pré-qualification a permis de pointer et de préciser le niveau de risque pour les entreprises. Dans le cadre de la reformulation de l'appel d'offre, le Canal a l'intention de fournir aux parties intéressées un schéma conceptuel du système afin de réduire le niveau de risque et d'améliorer les estimations de coûts du projet.

Caraïbes

1. République Dominicaine

Quatorze mois après le début de la pandémie, l'économie dominicaine montre une reprise économique dans les principaux indicateurs macroéconomiques. L'indice mensuel d'activité économique (IMAE) a présenté une variation cumulée de 13,4%, indiquant une augmentation réelle de 4,6 points de pourcentage par rapport à la même période de 2020, où la pandémie avait amené l'indicateur en territoire négatif (-8,8%). Le gouverneur de la Banque centrale, Hector Valdez Albizu, a expliqué que les politiques monétaires adoptées pour répondre à la crise ont eu un impact favorable sur l'activité économique. Les autorités prévoient donc une croissance du PIB de 7,5 % ou plus pour 2021. Toutefois, cette projection optimiste de la Banque centrale contraste avec l'article IV du Fonds monétaire international (FMI), qui prévoit une croissance de 5,5 % pour 2021.



Suivi statistique du COVID-19 dans la zone

Pays	Nombre de cas de COVID-19 Nombre de décès liés au COVID-19 <i>Données officielles au 30 juin 2021</i>	Part de la population ayant reçu une dose de vaccin contre le COVID-19 <i>Dernier point connu</i>
Costa Rica	367 938 <i>Décès : 4 667</i>	31,98% <i>(28/06)</i>
Cuba	190 993 <i>Décès : 1 284</i>	24,36% <i>(29/06)</i>
Guatemala	293 583 <i>Décès : 9 215</i>	4,35% <i>(29/06)</i>
Haïti	18 658 <i>Décès : 436</i>	N/A
Honduras	262 760 <i>Décès : 7 005</i>	6,32% <i>(24/06)</i>
Jamaïque	50 166 <i>Décès : 1 080</i>	5,84% <i>(25/06)</i>
Nicaragua	8 178 <i>Décès : 191</i>	2,53% <i>(21/05)</i>
Panama	403 778 <i>Décès : 6 545</i>	23,35% <i>(29/06)</i>
El Salvador	78 766 <i>Décès : 2 387</i>	24,45% <i>(25/06)</i>
République dominicaine	326 193 <i>Décès : 3 840</i>	45,63% <i>(30/06)</i>

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédacteurs : SE du Guatemala, SE du Panama, SE de Saint-Domingue, SE de la Havane

Pour s'abonner : <https://www.linkedin.com/company/economico-embajada-francia-en-cdmx/>